

L'opération Sangaris en Centrafrique

29 /// 28 février 2014

A l'attention du lecteur • Ce bulletin de veille a pour objet d'éclairer un événement marquant de l'actualité récente, d'en qualifier l'importance et d'en apprécier les conséquences éventuelles, à partir des analyses et des arguments d'experts internationaux. Les sources mentionnées ne sont en aucun cas exhaustives.

Le 5 décembre 2013, la France lance l'opération Sangaris pour mettre fin aux violences intercommunautaires divisant la République Centrafricaine (RCA) depuis plusieurs mois. Déployées en soutien de la Mission de consolidation de la paix en République centrafricaine (MICOPAX), les forces françaises sont contraintes d'agir dans l'urgence, alors que la communauté internationale semble se désintéresser du problème.

1. FAITS

Echec de l'offensive chrétienne à Bangui. Le 4 décembre 2013, des membres de la milice Anti-Balaka, proches de l'ancien président François Bozizé, s'infiltrèrent dans la capitale pour s'en prendre à la communauté musulmane, accusée de soutenir les hommes de la milice Séléka. En majorité sunnite et créée par l'actuel président Michel Djotodia, cette dernière est connue pour ses attaques répétées contre les chrétiens. Repérés, puis rapidement défaits par la Séléka, les combattants de l'Anti-Balaka sont pourchassés jusque dans les quartiers chrétiens, aussitôt mis à sac. En l'espace de quelques heures, on dénombre entre plusieurs dizaines et plusieurs centaines de morts¹, ainsi que des milliers de blessés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays².

Les troupes françaises interviennent dans l'urgence pour séparer les deux camps, trois heures à peine après le vote de la résolution n° 2127 des Nations unies, qui leur accordait initialement ce mandat pour le 8 décembre, soit après le sommet Afrique-France des 6 et 7 décembre à l'Élysée. Ce texte autorise la France à recourir aux armes pour rétablir l'ordre et sécuriser un pays en crise depuis plusieurs mois, en soutien à la force

panafricaine MICOPAX³, aussitôt rebaptisée Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA) et placée sous la tutelle de l'Union africaine. A cette date, l'objectif des Nations unies et de la France est de restaurer l'ordre constitutionnel, d'organiser des élections avant février 2015 et, pour cela, de désarmer les différents groupes armés présents dans le pays⁴. Souhaitant éviter un « génocide »⁵ comme celui du Rwanda⁶, François Hollande déclare que la France « répond à un pays qui appelle au secours » (cf. *infra*), et « n'a pas d'autre objectif que de sauver des vies humaines »⁷. Le nom de l'opération évoque un papillon éphémère : une manière de rappeler que le millier d'hommes envoyé par Paris en RCA n'aura pas vocation à y rester plus de six mois⁸. Les troupes devront sécuriser Bangui, ainsi que les principaux axes du pays, et offrir aux soldats de la MISCA les conditions nécessaires à la stabilisation du pays.

Une opération pourtant préparée de longue date par la France. La réaction très rapide de Paris s'explique par la présence à Bangui de 650 militaires français, depuis le déclenchement de l'opération Boali en 2003 (cf. *infra*). Immédiatement rejoints par 150 parachutistes d'un bataillon d'infanterie de marine pré-positionné au Gabon, ces soldats ont reçu l'ordre de sécuriser l'aéroport centrafricain, ainsi que les routes par lesquelles doit arriver le reste du contingent français stationné dans des bases françaises au Gabon et au Cameroun. Composé d'environ 600 hommes supplémentaires, celui-ci est

³ La MICOPAX était sous la tutelle de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) depuis 2008.

⁴ HUGON, Philippe. Face au chaos en Centrafrique, la France est-elle à nouveau le pompier ou le gendarme de l'Afrique francophone ? *Affaires-strategiques.info*, 9 décembre 2013. Consulté le 24/02/2014. Disponible sur : <http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article8981>

⁵ « Génocide » est le terme employé dès novembre 2013 par le ministre français des Affaires étrangères, M. Laurent Fabius.

⁶ SOUDAN, François ; DUHEM, Vincent. Hollande en terrain miné. *Jeune Afrique*, n° 2762, 15-21 décembre 2013, p. 10-14.

⁷ GUIBERT, Nathalie. Centrafrique : la France accélère le déploiement de ses forces. *Le Monde*, 7 décembre 2013, p. 5.

⁸ Le 25 février 2014, le Parlement français a toutefois voté la prolongation de l'opération Sangaris à une large majorité. Depuis 2008, ce type de vote est réclamé par la Constitution pour engager les troupes françaises au-delà des quatre premiers mois.

¹ Les Nations unies en auraient comptabilisé près de 1000.

² Centrafrique : un pays au bord de l'abîme. *Africa Confidential*, n° 681, 16 décembre 2013, p. 4.

préparé à intervenir depuis le mois de novembre. L'utilisation du transport maritime avait déjà permis de rapprocher de ce nouveau théâtre une trentaine de véhicules blindés et une dizaine d'hélicoptères en attente du feu vert donné par le général Soriano, commandant de l'opération Sangaris⁹. Deux Rafales ayant décollé de leur base à N'Djamena, au Tchad, ont par ailleurs effectué des vols dissuasifs au-dessus de la capitale. Au total, le contingent français devrait atteindre 2 000 hommes¹⁰. Le Royaume-Uni et l'Allemagne ont proposé à la France une aide logistique limitée¹¹, alors que le ministre français des Affaires étrangères annonçait l'arrivée prochaine de soldats belges pour renforcer la sécurité de l'aéroport¹².

Une violence toujours présente. Si le calme semble être assez vite revenu à Bangui (les combattants de la Séléka ayant reçu l'ordre de rester cantonnés dans leurs casernes)¹³, l'esprit de revanche n'a pas quitté les chrétiens, laissant augurer de nouvelles violences. En visite expresse en RCA le 10 décembre dernier, François Hollande a rendu hommage aux deux soldats français ayant trouvé la mort la nuit précédente dans le cadre d'un échange de tir près de l'aéroport M'Poko, après le début des opérations de désarmement des milices chrétiennes et musulmanes. A ce stade, peu d'informations provenaient encore des provinces isolées de RCA où les rares humanitaires présents sur place s'attendaient à découvrir de nombreuses victimes, malgré le déploiement des troupes françaises¹⁴. Selon certaines sources, les exactions de la part des chrétiens ou des hommes de la Séléka n'auraient d'ailleurs jamais cessé¹⁵.

2. CONTEXTE

La France en Centrafrique, une longue histoire.

Ancienne puissance coloniale, la France est restée présente en Centrafrique tout au long de la Guerre froide en raison de l'intérêt stratégique du pays, sa position géographique servant de pivot à ses réseaux de renseignement ou de base arrière pour déployer ses troupes en Afrique¹⁶. Ainsi peut-on comprendre les raisons pour lesquelles Paris s'est souvent investi dans les affaires internes de la RCA, que ce soit pour remplacer David Dacko, sur le point de se rapprocher de la Chine

⁹ HOFNUNG, Thomas. « Sangaris », une mission de police plutôt qu'une offensive ciblée. *Libération*, 5 décembre 2013, p. 5.

¹⁰ Centrafrique : l'armée française chargée de désarmer « tous les groupes armés ». *El Watan*, 8 décembre 2013. [Europresse].

¹¹ LARCHER, Laurent. Dans Bangui meurtrie, l'armée française déploie ses hommes. *La Croix*, 9 décembre 2013, p. 7.

¹² Centrafrique : opération française visant les milices chrétiennes. *El Watan*, 17 décembre 2013. [Europresse]. A noter : [la résolution n° 2134](#) du 28 janvier 2014 a autorisé le déploiement de 500 soldats européens en renfort des 1600 Français déjà sur place.

¹³ *El Watan*, 8 décembre 2013, *op. cit.*

¹⁴ Centrafrique : Hollande à Bangui juge qu'il était « temps d'agir ». *El Watan*, 10 décembre 2013. [Europresse].

¹⁵ JAULMES, Adrien. L'armée française s'installe dans Bangui. *Le Figaro*, 12 décembre 2013, p. 9.

¹⁶ GOURDIN, Patrice. République centrafricaine : géopolitique d'un pays oublié. *Diploweb.com*, 1^{er} octobre 2013. Consulté le 24/02/2014. Disponible sur : <http://www.diploweb.com/Republique-centrafricaine.html>

(1966), pour déposer Bokassa I^{er} lorsque celui-ci se rapprochait de la Libye (opération Barracuda en 1979), ou pour former les forces armées centrafricaines (FACA) par le biais des Eléments français d'assistance opérationnelle (EFAO) au cours des années 1980. A partir de 1996, la France lance les opérations Furet, et Almandin 1, 2 et 3 pour sécuriser l'évacuation de ses ressortissants menacés par les violences parcourant le pays. En 2003, c'est au tour de l'opération Boali de prendre la relève des EFAO pour assurer la formation des FACA. Par la suite, la France apporte une aide logistique ou en termes de renseignement aux forces gouvernementales conduites par Bozizé contre les mouvements rebelles. Cette situation s'interrompt en avril 2010, date à laquelle sont renégociés des accords de défense ne prévoyant plus l'assistance de l'armée française pour résoudre les crises internes en RCA, conformément aux dispositions du *Livre blanc* de 2008¹⁷.

Une instabilité politique régnant depuis 1959.

La RCA est souvent décrite par les observateurs comme un « Etat failli ». Depuis la mort suspecte de Barthélémy Boganda en mars 1959, le pays n'a en effet connu que des coups d'Etat, à quelques exceptions près, comme l'élection d'Ange Patassé, au pouvoir de 1993 à 2003. A chaque fois, « l'incurie, la prévarication et l'ignorance du bien public ont (...) généré des crises récurrentes qui ont créé, ces dernières décennies, une instabilité quasi permanente, entraînant un effondrement de l'Etat et la sous-traitance de ses pouvoirs régaliens (...) à des milices et bandes mafieuses »¹⁸. Cette « sous-traitance » explique l'apparition des milices de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR), dirigées par Michel Djotodia et alliées de François Bozizé lors du putsch de mars 2003, avant d'être accusées de complot par ce dernier. Le conflit engagé entre les deux camps est interrompu en février 2007 à l'occasion d'un accord prévoyant notamment l'intégration des membres de l'UFDR dans les FACA. Cependant, en décembre 2012 les hommes de l'UFDR et ceux de la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP), dirigés par le général Nourredine Adam, forment la Séléka (« Alliance »), et reprennent le combat contre le gouvernement de Bozizé, accusé de ne pas avoir respecté les accords de 2007 et de ne pas payer ses troupes. Forte de 20 000 hommes, la Séléka occupe assez rapidement la moitié nord du pays, sur le dos duquel elle se rémunère sans ménagement, tout en s'emparant de plusieurs mines d'or et de diamant. En janvier 2013, les accords de Libreville mettent à nouveau un terme aux combats en prévoyant l'instauration d'un gouvernement d'union nationale, au sein duquel Michel Djotodia est nommé vice-Premier ministre et ministre de la Défense. Toutefois, en mars 2013, l'annonce par François Bozizé qu'il se représentera aux élections de 2015 provoque la colère d'opposants tels que Nourredine

¹⁷ SAINT VICTOR, Florent de. 45 ans d'opérations militaires françaises en République centrafricaine. *CDEF*, 9 décembre 2013. Consulté le 24/02/2014. Disponible sur :

<http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/precedentes-parutions/45-ans-d-operations-militaires-francaises-en-rca>

¹⁸ MBOUGUENG, Valentin. Un bourbier annoncé. *Afrique Asie*, n° 99, février 2014, p. 18.

Adam, qui s'empare de régions proches du Tchad. La Séléka entre dans la capitale le 24 mars, provoquant la fuite de Bozizé et l'arrivée de Djotodia au pouvoir. Peu après, le non paiement des soldes des hommes de la Séléka conduit ces derniers à reprendre pillages et massacres, notamment dans les quartiers chrétiens de Bangui. En septembre 2013, se désolidarisant de la milice qu'il avait autrefois créée, le président Djotodia tente de la dissoudre, puis lance un appel à l'aide à la France, qui n'y répond qu'au mois de décembre¹⁹.

Chrétiens et musulmans dans un pays en plein effondrement. Sur les 5 millions d'habitants du pays, on dénombre 80 % de chrétiens (dont 30 % environ sont catholiques), 10 % de musulmans sunnites et 10 % d'animistes. Au-delà des clivages confessionnels, la population du pays est divisée en une soixantaine de communautés ethnolinguistiques. A cela s'ajoutent des clivages géographiques entre « riverains » et « habitants de l'intérieur », luttant parfois pour le contrôle des axes commerciaux²⁰. Pourtant, selon le professeur Patrice Gourdin, pendant longtemps et à quelques exceptions près là encore, les clivages ethniques et religieux ne sont pas entrés en ligne de compte dans les luttes au sommet du pouvoir, le colonisateur français ayant pris soin de diviser les différentes communautés par le jeu des frontières et des alliances politiques. Il faut donc attendre 2012, lorsque le président Bozizé a créé les milices d'auto-défense « Anti-Balaka » en brandissant la menace de l'islamisme contre les membres de la Séléka, pour voir apparaître l'instrumentalisation de la religion dans les conflits centrafricains.

3. ENJEUX

Une réconciliation encore possible ? Le 11 janvier 2014, après la démission de Michel Djotodia, sous la pression de la France et du Tchad²¹, un Conseil national de transition est formé pour élire un président par intérim. Le 20 janvier, le choix se porte sur Catherine Samba-Panza, maire de Bangui depuis 2013. Malgré son manque d'expérience politique²², Samba-Panza espère parvenir à mettre fin aux massacres, à réconcilier les différentes factions et à faire revenir les centaines de milliers de musulmans (parmi lesquels des nomades peuls) réfugiés au Tchad depuis plus d'un mois. Le poids de ces derniers dans le commerce ou l'élevage était jusque-là suffisamment important pour que leur absence porte un coup supplémentaire à l'économie du pays²³. Sur le plan sécuritaire, la capitale est désormais divisée sur la base

des religions, avec un « no man's land » central où règne le non-droit²⁴. A l'heure actuelle, ce sont les différentes milices chrétiennes, se réclamant ou non de l'Anti-Balaka, qui commettent le plus d'exactions à l'encontre des minorités²⁵. Ces groupes armés sont composés pour la plupart de repris de justice. N'ayant pas tous déposé les armes, ils continuent leurs méfaits en toute discrétion et vont parfois jusqu'à défier les Africains de la MISCA et les Français de Sangaris, souvent choqués par la violence à laquelle ils assistent²⁶. La situation est d'autant plus difficile pour la présidente par intérim que, comme le précise la journaliste Valérie Thorin, « on prête à nombre de ces groupuscules indépendants (...) des revendications identitaires et religieuses dont, pour certains, ils ignorent tout. Ils se rassemblent grâce à un sentiment communautaire parfois très vague et commettent leurs crimes parce que des crimes ont été commis contre eux. Il est donc très difficile de les faire asseoir à une quelconque table de négociation »²⁷. Le rôle des chefs traditionnels et religieux du pays pourrait s'avérer déterminant dans le processus de réconciliation, même si Catherine Samba-Panza compte aussi sur le réveil du sentiment national²⁸. Cependant, estimant être écartés de ce même processus, nombreux sont les musulmans à réclamer la partition du pays et à rechercher de nouveaux soutiens extérieurs, parmi lesquels al-Shabaab en Somalie²⁹.

Un pays pauvre mais objet de nombreuses convoitises. La RCA est réputée être le quatrième pays le plus pauvre du monde en raison de la politique « kleptocratique » conduite par ses dirigeants successifs. Avec une espérance de vie n'excédant pas 50 ans, un taux de croissance estimé à - 14,5 % en 2013 et un taux d'inflation de près de 7 %, la population centrafricaine a peu d'espoir³⁰. La majorité du PIB provient d'une agriculture dont l'exportation est rendue difficile par son enclavement et par l'absence d'axes de communication sécurisés. Le sous-sol offre quant à lui des ressources minières importantes, telles que l'or, le diamant (dont 20 % de la production sortirait de manière illégale), l'uranium³¹, le fer et des réserves non-négligeables d'hydrocarbures en cours de prospection par la société chinoise CNPC, avec laquelle avait traité Bozizé³². Là encore, l'écoulement de ces ressources est entravé par la dangerosité des axes routiers et attise les convoitises des chefs de guerre locaux, de dirigeants corrompus, ainsi que de certains acteurs extérieurs (France, Chine). L'absence

¹⁹ GOYA, Michel. Un papillon dans le chaos. *La voix de l'épée*, 28 décembre 2013. Consulté le 24/02/2014. Disponible sur :

<http://lavoiedelepee.blogspot.fr/2013/12/un-papillon-dans-le-chaos.html>

²⁰ GOURDIN, Patrice, *op. cit.*

²¹ Centrafrique : le nouveau régime déjà menacé. *Africa Confidential*, n° 684, 10 février 2014, p. 2-4.

²² SOUDAN, François. Catherine et les soudards. *Jeune Afrique*, n° 2768, 26 janvier-1^{er} février 2014, p. 10-12.

²³ DUHEM, Vincent. Centrafrique : la mort aux troussees. *Afrique Asie*, n° 99, février 2014, p. 16.

²⁴ *Africa Confidential*, n° 684, *op. cit.*

²⁵ CIPRIANI, Giovanna. Les machettes de la terreur. *Courrier international*, n° 1210, 9-15 janvier 2014, p. 24.

²⁶ SOUDAN, François, *op. cit.*

²⁷ THORIN, Valérie. Devoir d'Etat pour Catherine Samba-Panza. *Afrique Asie*, n° 99, février 2014, p. 21.

²⁸ THORIN, Valérie, *op. cit.*

²⁹ *Africa Confidential*, n° 684, *op. cit.*

³⁰ Présentation de la République centrafricaine. *France Diplomatie*, 27 septembre 2013. Consulté le 24/02/2014. Disponible sur :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/republique-centrafricaine/presentation-de-la-republique-1271/>

³¹ Le gisement de Bakuma est confié à la société Areva.

³² MBOUGUENG, Valentin. Potentiel convoité ou négligé ? *Afrique Asie*, n° 99, février 2014, p. 22.

de réelles forces de sécurité renforce par ailleurs la tentation, pour certains groupes rebelles en provenance du Darfour, du Soudan du sud, de République démocratique du Congo ou d'Ouganda, tels que l'Armée de libération du Seigneur de Joseph Kony ou encore des membres de Boko Haram, de venir s'installer dans le pays. Enfin, la porosité des frontières favorise la croissance des trafics d'armes et de drogue, le pays devenant une plaque tournante du commerce de cocaïne entre l'Amérique du sud et l'Europe.

Les enjeux stratégiques pour la France : bis repetita ? Les débuts de l'opération Sangaris font l'objet de nombreuses critiques : la violence n'a pas cessé, elle s'est même amplifiée en se retournant contre les minorités, et les tensions s'accroissent sur le terrain avec les soldats tchadiens de la MISCA, qui prennent parti pour les populations musulmanes³³. Avant sa démission, Djotodia avait d'ailleurs interpellé la France en l'enjoignant de les protéger davantage. Mais ce sont surtout les objectifs de la France en RCA qui sont le plus contestés : si chacun reconnaît l'urgence qui a prévalu au déclenchement de Sangaris, certains commentateurs n'hésitent pas aujourd'hui à parler d'une « doctrine Hollande », qui reviendrait à « envahir un pays »³⁴ avec son consentement et en vertu du droit international. Le but serait en réalité de « redorer le blason terni du prestige français sur la scène internationale »³⁵ en privilégiant le théâtre africain, dans la mesure où la France ne jouerait plus en Asie et au Moyen-Orient qu'un rôle de second plan, derrière les diplomatie américaine et russe. Sous couvert d'intervention humanitaire, ce serait aussi pour elle un moyen de contrer l'avancée de l'islamisme, de montrer une Europe forte, et de réagir aux avancées de la Chine en Afrique. Les liens que Bozizé commençait à tisser avec Pékin expliqueraient d'ailleurs le refus de la France de répondre favorablement à ses appels à l'aide en 2013. C'est donc un message fort que Paris enverrait à la Chine, dont les investissements en Afrique francophone vont croissant, afin qu'elle n'empiète pas trop sur les parts de marché détenues par Bolloré, Castel, Areva, Total ou France Télécom³⁶. Lors du sommet Afrique-France de l'Élysée en décembre 2013, François Hollande avait d'ailleurs insisté sur le potentiel économique de l'Afrique, affirmant même souhaiter que les échanges commerciaux et les investissements entre les deux pays doublent de volume en cinq ans³⁷. Consolidant ainsi son influence sur les pays africains, Paris s'assurerait en outre des votes favorables à la France à l'Assemblée générale des Nations unies³⁸.

³³ Franch Troops Fail to Stop the Violence in CAR. *All Africa*, 10 janvier 2014. [Europresse].

³⁴ TISDALL, Simon. Hollande précurseur en Afrique. *Courrier international*, n° 1206, 12-18 décembre 2013, p. 29-30.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ MENACER, Lyes. Centrafrique : les vraies raisons de l'intervention. *Courrier international*, n° 1212, 23-29 janvier 2014, p. 29.

³⁷ *Africa Confidential*, n° 681, *op. cit.*

³⁸ GOYA, Michel, *op. cit.*

Constat d'échec pour la sécurité régionale. Les critiques sont tout aussi vives à l'égard d'une Union africaine (UA) échouant à mettre en place une véritable politique de sécurité en Afrique³⁹. Peu avant le déclenchement de l'opération française, l'UA souhaitait engager une réforme de ses forces de réaction rapide : imaginées en 1997 lors de la création de la Force africaine en attente (FAA), elles n'ont jamais vu le jour en raison des divisions entre États⁴⁰. Au cours de son dernier sommet fin janvier 2014, l'UA a donc évoqué la création d'une Capacité africaine de réponse immédiate aux crises (CARIC), qui entreprendrait une force de réaction rapide d'environ 20 000 hommes et aurait un fonctionnement plus souple que la FAA⁴¹. C'est sans doute aussi une manière de faire comprendre à la France qu'elle n'aura plus à intervenir dans les affaires internes des États de la région. Cependant, sans attendre que ces déclarations se concrétisent un jour, plusieurs pays voisins de la Centrafrique, aux ambitions régionales assumées, se sont déjà directement impliqués dans le conflit : c'est le cas de l'Afrique du Sud et, surtout, du Tchad.

Paris et N'Djamena au coude à coude en Centrafrique. En 2003, le Tchad avait soutenu le putsch de François Bozizé, avant de le « lâcher » en 2013, au profit de Michel Djotodia et de la Séléka, mais pour des raisons restées obscures. Selon le colonel Goya, l'une des premières mesures prises par Djotodia après son accession au pouvoir aurait été de « reconsidérer les contrats pétroliers au profit du Tchad »⁴². Début 2014, l'histoire se répète, car le Tchad et la France exercent tous deux des pressions sur un Djotodia dépassé par les événements pour le contraindre à la démission. On sait par ailleurs que les 800 soldats tchadiens de la MISCA sont accusés, tant par les « Anti-Balakas » que par des sources proches de l'armée française⁴³, de favoriser la Séléka (armement, hébergement, exfiltration). Une grande partie des membres de cette milice serait même d'origine tchadienne. On compare donc aujourd'hui l'influence d'Idriss Déby en RCA à celle qu'avait la famille el-Assad au Liban⁴⁴. Ses motivations seraient simples, selon un spécialiste du Quai d'Orsay : « Il n'a aucune ambition territoriale sur la Centrafrique, mais il veut un pouvoir fort à Bangui pour sécuriser ses frontières et ne pas avoir de problème chez lui »⁴⁵. Sans doute embarrassée par la mainmise d'Idriss Déby sur une partie de la Centrafrique, la France ne peut cependant rien faire aussi longtemps qu'elle aura besoin de l'aide du Tchad au Mali⁴⁶.

³⁹ BELDH'OR-SIGUE, Cheikh. Mais que fait l'Union africaine ? *Courrier international*, n° 1206, 12-18 décembre 2013, p. 30.

⁴⁰ PLAUT, Martin. Les failles de l'Union africaine. *Courrier international*, n° 1212, 23-29 janvier 2014, p. 30.

⁴¹ ROBERT, Anne-Cécile. François Hollande, président à Bangui. *Le Monde diplomatique*, n° 718, janvier 2014, p. 3.

⁴² GOYA, Michel, *op. cit.*

⁴³ *Africa Confidential*, n° 681, *op. cit.*

⁴⁴ Idriss Deby, le pyromane devenu pompier. *Courrier international*, n° 1212, 23-29 janvier 2014, p. 31.

⁴⁵ BOISBOUVIER, Christophe. Centrafrique-Tchad : la déchirure. *Jeune Afrique*, n° 2765, 5-11 janvier 2014, p. 10-12.

⁴⁶ BOISBOUVIER, Christophe, *op. cit.*